



# Ensemble pour défendre et améliorer notre système de Santé et d'Action Sociale !

Paris, le 11 décembre 2019

## Communiqué

**Les organisations syndicales représentatives médicales et paramédicales : AMUF, APH, CFE- CGC, CFTC, CFTD, CGT, ISNI, SUD, UNSA, les collectifs : Inter-Blocs, Inter-Urgences, Inter-Hôpitaux et les associations : Printemps de la Psychiatrie et Coordination Nationale des Comités de Défense des Maternités et des Hôpitaux de Proximité poursuivent la mobilisation.**

Malgré les annonces faites de manières récurrentes par la Ministre des Solidarités et de la Santé et de l'action sociale et les dernières mesures présentés par le Premier ministre, le mouvement qui a débuté il y a plusieurs mois dans les services d'urgence et qui s'est étendu à l'ensemble de l'hôpital et des établissements médicosociaux et sociaux, touchant l'ensemble des catégories professionnelles, se poursuit. Les propositions faites par le gouvernement ne répondent pas à l'ensemble des légitimes revendications des professionnel.le.s et usagè.re.s et n'ont pas fait l'objet de négociations avec les acteurs de terrains que nous sommes. La situation dans les hôpitaux et les établissements de santé et d'action sociale est catastrophique en termes de conditions de travail des salarié.e.s toutes catégories confondues et porte conséquences sur la qualité de prise en charge de la population. Il est temps que celles et ceux-ci prennent conscience de la gravité de la situation et entendent la colère et les demandes des personnels.

Les annonces et mesures prises par le gouvernement sont très loin des attentes des personnels dont nous rappelons les revendications :

- Renforcement des moyens financiers significativement pour les établissements, ce qui passe par une revalorisation de l'ONDAM d'au moins 4 % dans le cadre d'un correctif budgétaire de Loi de Finances de la Sécurité Sociale.
- Recrutement de professionnel.le.s supplémentaires immédiatement et plan de formation pluridisciplinaire.
- Revalorisation générale des salaires et reconnaissance des qualifications des professionnel.le.s
- Arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et des ouvertures de lits où cela est nécessaire.
- De réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et l'égalité de prise en charge pour la population sur tout le territoire.

Nous dénonçons les nombreuses atteintes et entraves faites au droit de grève et à la liberté d'expression que subissent les personnels dans les établissements et exigeons que cessent ces pratiques intolérables.

Nous exigeons de véritables négociations et d'être reçus par le Premier ministre, pour sortir de la crise actuelle.  
**Nous poursuivons tous ensemble la mobilisation !**

**LE MARDI 17 DÉCEMBRE 2019,  
NOUVELLE JOURNÉE NATIONALE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATIONS.**